

JOURNAL

des Sans-Culottes

PAR LE CITOYEN CONSTANT HILBEY.

Dépôts : à PARIS, chez LÉVY, place de la Bourse, 13, et rue Coquillière, 15; à LYON, chez BALLAY, rue de la République, 2.

Numéro 5. — Janvier 1849.

LES TRANSPORTÉS DE JUIN.

Le 24 février, le Peuple se montra élément, il se montra bête, il pardonna à des hommes qui le tenaient depuis dix-huit ans sous le poids d'une tyrannie odieuse. Le Gouvernement provisoire décréta l'abolition de la peine de mort en matière politique, et le maintien de la peine de mort en matière ordinaire, pour sauver de grands scélérats et frapper des hommes dont le plus grand crime est souvent d'avoir été dépouillés par un gouvernement inique et assassin. Mais quelle excuse donner pour un ministre prévaricateur et traître à la patrie, qui entraîne dans l'abîme des nations entières, n'en doutez pas, voilà le plus grand de tous les criminels et celui pour qui la peine de mort devrait exister, ce même gouvernement cédant aux circonstances, proclama la liberté de la parole et de la presse, qu'il sut rendre illusoire au moyen de sourdes persécutions. Quelques mois plus tard, on bâillonne la presse, on retire les salles des clubs appartenant au gouvernement, c'est-à-dire au Peuple, au moment même où la Constitution allait être discutée, et où tous les citoyens devaient être appelés à apporter dans cette discussion le concours de leurs lumières; on jette sur le pavé des citoyens, qui maîtres de Paris au 24 février avaient respecté les propriétés, sans avoir rien fait pour changer leur sort, on leur nie jusqu'au droit de vivre, les journées de juin ont lieu.

ceux qui restent. on les transporte sans jugement, la liberté individuelle n'est garantie pour personne, on arrête dans leur domicile les citoyens suspects de patriotisme! Je connais entr'autres le président d'un club populaire qu'on a arrêté, non pas les armes à la main, mais dans son domicile et sans qu'il eût pris part à l'insurrection, il a été transporté, voulez savoir quel ennemi de la République est ce citoyen; voici un petit billet écrit au crayon qu'il m'a adressé au moment de son départ :

« CHER HILBEY,

« Je ne puis que vous dire bonjour, je me porte bien.
« Adieu; VIVE LA RÉPUBLIQUE!! A nous l'avenir! »

Pourquoi ce citoyen a-t-il été transporté? est-ce pour avoir présidé un club, pour avoir usé d'un droit garanti par la loi. Pourquoi les citoyens Thuillier et Colfavru, rédacteurs du *Père Duchêne*, ont-ils été transportés. Pourquoi tant d'autres citoyens sont-ils avec eux en exil? est-ce parce que le Peuple s'est montré trop confiant et trop élément le 24 février, oui certainement, des hommes ont osé comparer la terreur de Juin à la terreur de 93, c'est un blasphème, en 93, c'était les oppresseurs du Peuple qu'on proscrivait, aujourd'hui, c'est le Peuple qu'on proscrit!

DISCOURS DU TRÔNE.

« Garantissons fidèlement selon la Charte, les libertés publiques et tous leurs développements; nous transmettrons INTACT aux générations qui viendront après, le dépôt qui nous est confié, et elles nous béniront d'avoir fondé et défendu l'édifice, à l'abri duquel elles vivront heureuses et libres. »

Discours de Louis-Philippe, prononcé dans la séance royale du 28 décembre 1847.

« La République est acceptée partout, sans opposition ;

« il n'y a qu'un mot qui correspond à cette situation :
« confiance.... l'indivisibilité du Gouvernement provisoire
« doit être ainsi, la conquête de cette magnifique et unanime manifestation. Paris et les départements rassurés
« sur sa force, s'uniront comme nous, comme vous pour
« le salut de la République, et remettront INTACT à l'Assemblée le dépôt de la patrie que le Peuple le 24 février
« a remis entre ses mains. »

Discours de M. de Lamartine, prononcé dans la cour de l'Hôtel-de-Ville, le 16 avril 1848.

« Animé de cet esprit de conciliation, j'ai appelé près de moi des hommes honnêtes capables et dévoués au pays, assuré que malgré les diversités d'origines politiques, ils sont d'accord pour concourir avec vous au perfectionnement des lois, à la gloire de la République, la nouvelle administration en entrant aux affaires doit remercier celle qui la précède, des efforts qu'elle a fait pour transmettre le pouvoir INTACT, pour maintenir la tranquillité publique. »

Discours de Louis-Bonaparte, prononcé dans la séance de l'Assemblée nationale du 20 décembre 1848.

Citoyens, réjouissez-vous, le DÉPOT est toujours INTACT. Le Peuple souverain est-il INTACT aussi, la tranquillité publique a été maintenue, mais a dit Jean-Jacques : « ON EST TRANQUILLE AUSSI DANS LES CACHOTS. » Nous pourrions ajouter : *On est tranquille aussi dans le tombeau !*

La Cour d'assises va toujours son train. M. de Royer, avocat général, occupe toujours le siège du ministère public. Une révolution formidable a éclaté; la Cour d'assises, sans s'émouvoir, a continué de faire sous la République ce qu'elle faisait pour le compte de la monarchie, jusqu'au greffier, M. Commerson, est resté à son poste. Nous sommes dans le siècle des curiosités.... Il est admirable de voir M. de Royer accuser les Républicains de vouloir détruire la République, lui qui, il y a quelque temps, les accusait avec tant d'empressement de vouloir l'établir... Voici quelques paroles du grand républicain M. de Royer prononcées avant le 24 Février :

« M. de Royer, avocat-général, établit que, sans s'occuper de l'ouvrage publié par le sieur Hilbey, le titre seul du placard et les énonciations du sommaire prouvent qu'il s'agit de la réhabilitation de la mémoire de Marat, notée d'infamie par tous les gens de bien et récemment par la plume d'un écrivain célèbre (Lamartine), le sommaire, n'est autre chose que l'analyse de la brochure qui renferme une apologie continue de Marat. » (*Journal des Débats* du 25 janvier 1848.)

« M. de Royer, avocat-général. Eh bien ! Messieurs, il ne peut y avoir de doute non plus sur cette seconde question, le nom seul de Marat est un fait politique, d'une triste politique, hâtons-nous de le dire, ce nom malheureusement célèbre appartient aux plus mauvais jours de notre Révolution; rapprocher ce nom de celui de ses calomnieurs, cela implique nécessairement l'intention politique.

« Messieurs, je ne pousserai pas plus loin les investigations, cela me paraîtrait superflu, mais pour vous édifier complètement sur l'intention de l'auteur, permettez-nous de mettre sous vos yeux, quelques passages de la brochure, l'auteur commence ainsi :

« Hommes du peuple, mes frères, je vais défendre notre héritage commun. » (*Le Droit*, 25 janvier 1848.)

Quelle horreur! « Hommes du peuple, mes frères, je vais défendre notre héritage commun ! » Cela ne vous fait pas dresser les cheveux. Oui, ce nom malheureusement célèbre appartient aux plus mauvais jours de notre Révolution, il

n'appartient pas aux beaux jours où Lafayette et Bailly faisaient massacrer le peuple au Champ-de-Mars ! il appartient à ces jours horribles, où l'on voyait les scènes que je vais vous montrer :

Séance de la Convention du 24 avril 1793.

David. Je demande président que vous fassiez part à la Convention, de ce que vous a dit à l'oreille le gendarme qui vient de vous parler pour la seconde fois.

Le président. Le gendarme qui vient de me parler, m'a dit, qu'une foule de citoyens s'avancèrent par la rue Saint-Honoré vers la Convention, sans cependant témoigner de desseins hostiles.

Un assez grand nombre de membres sortent de la salle (ce sont les Girondins qui s'échappent), d'autres demandent que la séance soit levée, cette proposition est rejetée, des citoyens sont admis à la barre, le citoyen n.°, s'apelle volontaire (Rocher), porte la parole :

« Citoyen président, je demande la parole pour annoncer que nous amenons ici le brave Marat. (Une partie de la salle et tous les citoyens des tribunes applaudissent.) Marat a toujours été l'ami du peuple et le peuple sera toujours pour Marat, on a voulu faire tomber ma tête à Lyon, pour avoir pris sa défense. Eh bien ! s'il faut que la tête de Marat tombe, la tête du sapeur tombera avant la sienne. Nous vous demandons, citoyen président, la permission de défiler dans l'Assemblée, nous espérons que vous ne refuserez pas cette faveur à ceux qui ont accompagné l'ami du peuple ! »

Cette proposition est décrétée.

Un nombre considérable de citoyens et de citoyennes défilent au bruit des cris alternatifs de : *Vive la République ! vive la nation ! vive Marat ! vive l'ami du Peuple !* Une partie du cortège se répand sur les gradins, la salle est bientôt remplie d'une foule immense de citoyens, elle retentit des accents de l'allégresse et d'acclamation réitérés.

Des applaudissements et des cris redoublés amoncent tout à coup l'arrivée de Marat, il entre la tête ceinte d'une couronne de lauriers, des commissaires municipaux et une escorte de citoyens l'entourent, plusieurs membres l'accueillent par des embrassements (1), on le presse, on le porte à la tribune, les applaudissements l'y accompagnent et l'empêchent longtemps de parler, il réclame le silence :

Marat. Législateurs du Peuple français, les témoignages éclatants de civisme que vous venez de voir dans votre sein, ont rendu au Peuple un de ses représentants, dont les droits avaient été violés dans ma personne. Je vous présente dans ce moment-ci, un citoyen qui avait été inculpé et qui vient d'être complètement justifié, il vous offre un cœur pur, il continuera de défendre avec toute l'énergie dont il est capable, les droits de l'homme, la liberté, les droits du Peuple. (La salle retentit d'applaudissements).—Tous les citoyens agitent leur chapeau, un cri unanime de VIVE LA RÉPUBLIQUE se fait entendre, des bonnets de la liberté sont jetés en l'air en signe d'allégresse.

Marat se retire; les applaudissements et les acclamations unanimes de l'auditoire se prolongent pendant plusieurs minutes.

(*Moniteur universel* du vendredi 26 avril 1793.)

On lit dans le journal de Marat (29 avril) :

« Au dehors des cours, depuis le Palais à la Convention, les rues et les ponts étaient couverts d'une foule innombrable de Peuple qui criait à l'envi : Vive la Répu-

(1) « Je suis déposé au milieu de la Montagne, là, je me hâte de me dépouiller des couronnes civiques, dont le Peuple avait chargé ma tête et que j'avais été forcé de garder. »

MARAT. — *Journal de la République française* du 29 avril 1793.

blique, la liberté et Marat; des spectateurs sans nombre aux croisées répétaient les applaudissements; les plus aristocrates étaient forcés de suivre cet exemple. Plus de deux cent mille âmes bordaient les rues depuis le Palais à la Convention; sur les ponts et les marches des églises, ils formaient des amphithéâtres où hommes, femmes et enfants étaient entassés.

Cet horrible Peuple, ce peuple stupide et ignorant de 93 ne laissait opprimer ni ses défenseurs, ni aucun de ses frères. Il parlait peu de *solidarité*, mais il savait la pratiquer; le nom d'un prince lui produisait peu d'effet. Les patriotes d'aujourd'hui prétendent que je veux les faire rétrograder jusqu'en 93: il est vrai que ce serait affreux; car, comme ils disent, l'humanité a marché depuis ce temps; n'êtes-vous pas de leur avis, M. de Royer? il ne faut pas rétrograder vers ces plus mauvais jours de notre Révolution, nous qui sommes si avancés, nous qui, après avoir marché de Charles X à Louis-Philippe, de Louis-Philippe à Lamartine, possédons un prince à la tête de notre République démocratique, et avons M. de Royer pour la défendre! car si l'humanité marche, vous, monsieur de Royer, vous restez!... Le Peuple arriéré de 93 ne mettait pas de princes à la tête de sa République; et c'est pour cela sans doute que vous trouvez triste la politique de ces mauvais jours; elle n'était pas à la hauteur de vos sentiments démocratiques! Il fallait la République actuelle pour vous satisfaire; les républicains, après le 24 Février, ont fraternisé avec vous, vous fraternisez avec eux! J'avoue, qu'à mes yeux, vous n'avez jamais cessé d'être M. de Royer, avocat-général, et si la République m'eût obligé à devenir votre frère, j'eusse préféré encore rester votre prisonnier; mais je ne comprends rien, dit-on, à la perfection. Je n'avais pas compris, il est vrai, que vous étiez devenu en un jour un républicain parfait.

Procès intenté au Rédacteur.

Eh bien! Monsieur de Royer va défendre contre moi les institutions républicaines. Je suis poursuivi pour avoir prononcé un discours dans le club Sainte-Marinne; la nouvelle m'en est arrivée au moment même où je terminais l'article concernant M. de Royer. Que M. de Royer s'en souviene: il a défendu contre moi les institutions monarchiques, et s'il allait se tromper et dire institutions républicaines, la chose serait grave. Ce qu'il y a de bizarre dans cette affaire, c'est que le jugement rendu contre moi le 24 janvier 1848, sur le réquisitoire de M. de Royer, a été déclaré injuste et tyrannique par la Révolution qui m'a rendu la liberté; on aurait pu croire que M. de Royer, qui m'avait fait condamner injustement, serait allé prendre ma place à Sainte-Pélagie! Point du tout, il reste à son poste pour me faire condamner de nouveau; mais quand il me parlera de mes antécédents, il me sera permis, je pense, de lui répondre: « J'ai été condamné par les juges iniques de l'infâme monarchie, et mes titres à l'estime des M. Royer, c'est d'avoir été accusé par M. Royer. » J'ai comparu devant le juge d'instruction; le procès-verbal qui m'a été présenté se trouve inséré dans le *Droit* et dans la *Gazette des Tribunaux* du 21 décembre 1848. Voici mes réponses:

« Je n'ai pas divisé la société en voleurs et en volés. J'ai supposé l'existence d'une société composée de voleurs et de volés (1). (J'ai fait observer que je ne m'occupais nullement de notre société actuelle); et j'ai dit que, dans ce cas, les intérêts n'étant pas égaux, le suffrage universel ne serait pas un acte de souveraineté accompli par des hommes égaux et libres; il ne serait qu'une bataille entre des maîtres et des esclaves, entre des oppresseurs et des opprimés, bataille dans laquelle les oppresseurs pouvant corrompre et intriguer avec l'argent des opprimés, auraient toujours l'avantage. J'ai ajouté que le pouvoir de la majorité était borné et s'arrêtait devant les droits du citoyen; qu'il ne serait pas suffisant de reconnaître à un peuple le droit de voter, si on lui ravissait le droit de vivre. (On ne vote pas quand on est mort.)

Je n'ai pas dit que Louis-Napoléon, que j'ai qualifié d'inepte, ainsi qu'on le rapporte, nous amènera peut-être la monarchie, j'ai dit que la présidence, c'était véritablement la monarchie.

(1) Ce qui ne veut pas dire que la propriété serait le vol; mais, au contraire, que ceux qui auraient violé la propriété des autres en usurpant d'une manière quelconque les fruits de leur travail, seraient des voleurs, qui devraient restituer leurs injustes richesses.

Je n'ai pas parlé de *socialistes*, quoique partisan de réformes sociales que j'ai toujours demandées, le mot *socialisme* venant de certaines sectes dont les systèmes mis en avant de nos jours n'ont eu pour résultat que de mettre le chaos dans les esprits, arrêter l'élan révolutionnaire et épouvanter les populations.

Je n'ai point parlé d'une émeute, si j'avais eu à en parler, je ne l'aurais pas fait dans un club où le président partageait la responsabilité de mes paroles. Un orateur, dont j'ignore les intentions, ayant prétendu que ce mot était sorti de ma bouche, le club tout entier et le président ont crié: Il n'a pas dit cela! il n'a pas dit cela!...

Au sujet des fonctionnaires, j'ai dit que le Peuple, après le 24 Février, avait droit de frapper d'exclusion tous les députés et tous les fonctionnaires qui avaient servi la monarchie, ainsi que tous ceux qui avaient trempé dans la corruption des autres gouvernements.

Le juge d'instruction. Vous êtes accusé d'avoir voulu troubler la tranquillité publique en excitant à la haine des citoyens les uns contre les autres.

Réponse. J'ai fait une supposition, et dans cet ordre d'idées, je ne puis reconnaître que, me livrant à la discussion d'un principe, je me sois rendu coupable d'un délit quelconque; je n'ai combattu que des ennemis publics, et, dans mon opinion, des ennemis publics ne sont pas des citoyens.

C'est toujours la même histoire. Dans mon dernier procès (24 janvier 1848), je disais devant la cour d'assises:

« C'est réellement inconcevable! Je parle de fripons, de voleurs, de corrompus, et le ministère public (M. de Royer), me répond: Vous parlez d'hommes politiques. C'est à ces épiques qu'il les reconnaît. » Aujourd'hui, je parle de voleurs et de volés, et M. le commissaire me dit: « Vous parlez de notre société. » C'est à ces mots qu'il la reconnaît! Vraiment, Messieurs les défenseurs de l'ordre, vous êtes des anarchistes! et c'est moi que vous traitez de furibond, moi, le rédacteur de cet affreux journal des *Sans-Culottes*, qui vais être obligé de prendre contre vous la défense de notre société!

Le citoyen Delente, comparissant devant la Cour d'assises comme accusé d'avoir parlé dans un club, a répondu à M. de Royer, avocat-général: Je suis républicain, vous le savez bien, car je lutte depuis dix-huit ans pour la République. M. de Royer a dû se dire en lui-même: Eh oui, je le sais bien, et je le prouve.... Quelques jours plus tard (29 décembre), paraissant devant la Cour d'assises, les citoyens Bocquet, Merlieux, Thomas, Vidal, Walleton, déjà accablés de condamnations. La *Gazette des Tribunaux* et le *Droit*, se plaignent amèrement de ce que toutes ces affaires de clubs entravent la marche des procès ordinaires. Selon ces honnêtes journaux, on accorde une grande faveur aux accusés en voulant bien prendre la peine de les condamner à des années de prison et à quelques 1,000 fr. d'amende. Ainsi, la Cour d'assises, aidée des conseils de guerre et des commissions ne suffit pas..... Le *Droit* et la *Gazette des Tribunaux* ne donnent pas un mot de la défense des accusés, et ils insèrent les procès-verbaux des commissaires de police, déclarés inexacts par les prévenus.

Arrestations.

Le citoyen Merlieux, qui a subi plusieurs condamnations pour des discours prononcés dans les clubs, a été arrêté au club de la rue Saint-Antoine, mardi 9 janvier. A l'impression pénible produite sur l'auditoire par cette arrestation, est venue se joindre l'impression également douloureuse causée par l'arrestation d'un militaire qui assistait à la séance et était venu s'instruire fraternellement au milieu des patriotes, ses concitoyens. L'indignation du public était au comble, quand le citoyen Guesnier, président, a annoncé que le commissaire de police venait de lui apprendre que l'ARBITRAIRE de l'acte commis contre le militaire ayant été reconnu, il avait été remis en liberté. L'auditoire a paru douter des paroles de M. le commissaire de police et s'est plaint de ce qu'on n'avait pas revu le Soldat. Dans la même séance, une collecte a été faite en faveur du citoyen Merlieux. Ah! pourquoi les patriotes aveugles qui ont porté leur dernière obole au Gouvernement provisoire n'ont-ils pas gardé cet argent pour secourir leurs frères dans le besoin, comme j'en donnai un jour le conseil au club de la Sorbonne? On a des raisons, je l'avoue, pour empêcher les militaires d'assister aux clubs, car, après avoir vu des citoyens dans la plus

grande misère trouver quelque argent pour soulager un de leurs frères encore plus infortuné et qui s'est dévoué pour eux, il leur serait difficile de croire que de pareils hommes sont des BRIGANDS; on préfère qu'ils aillent puiser des principes de morale au cabaret ou dans quelque lieu de débauche pour en faire ensuite des défenseurs de l'ordre et de la famille.

Le citoyen François Delente a été également arrêté et conduit à Sainte-Pélagie.

On représente au théâtre Beaumarchais une pièce odieuse intitulée *La Gironde et la Montagne*. Il est déplorable de voir des artistes avilir leur art jusqu'à le faire servir à noircir le talent, le dévouement et la vertu; il faut avoir bien faim ou avoir bien peu d'âme pour se livrer à un pareil métier. Artistes malheureux, inspirez-vous plutôt de la comédienne (Mlle Fleury), qui offrit un refuge à l'Ami du Peuple persécuté, et qui se dévoua pour conserver ses jours si nécessaires à la patrie. Vous ignorez, sans doute, malheureux citoyens, que ceux dont vous noircissez les actes consacreront cette vie que vous travestissez au honneur et à la liberté du genre humain; qu'ils travailleront à affranchir vos pareils du besoin et de la dépendance qui dégrade leur être; qu'ils voudront que les hommes ne fussent plus obligés de prostituer, pour vivre, leur âme et leurs talents!

Les anciens membres du Club populaire de la Sorbonne ou de la Jeune Montagne ont repris, le 12, leurs séances sous le nom de Club de la place Cambrai. Les membres du Club de la Jeune Montagne, fidèles à leurs principes qui sont ceux de la Révolution française, ont voulu se placer sur le terrain de l'histoire, afin d'échapper aux poursuites, et de pouvoir être encore utiles sous les lois actuelles. Ces discussions sur notre grande Révolution pourraient avoir les résultats les plus heureux. Malheureusement le club a été envahi par les doctrines connues sous le nom de *socialisme*. Des orateurs, étrangers au club, ont fait dégénérer la discussion en débats puérils. L'état de siège et la suspension de nos libertés ont produit leur effet: le peuple s'est laissé égarer par d'absurdes systèmes et regarde comme rétrogrades les hommes qui ne flattent pas ses erreurs et travaillent à le ramener dans le chemin de la Révolution. Les membres du bureau sont fermement résolus à maintenir la discussion sur son véritable terrain, ou à cesser leurs séances plutôt que de céder au torrent des erreurs qui ont perdu la Révolution. Les séances auront lieu les mardi et vendredi, place Cambrai, 6.

Le droit de vivre comme l'entendait Marat.

Sur une terre partout couverte des possessions d'autrui, et dont ils ne peuvent rien s'approprier (les indigents), les voilà donc réduits à périr de faim; or, ne tenant à la société que par ses désavantages, sont-ils obligés d'en respecter les lois? Non, sans doute, si la société les abandonne, ils rentrent dans l'état de la nature, et lorsqu'ils revendiquent par la force des droits qu'ils n'ont pu aliéner que pour se procurer de plus grands avantages, toute autorité qui s'y oppose est tyrannique, et le juge qui les condamne à la mort n'est qu'un lâche assassin!

(Plan de législation criminelle, par Jean Paul MARAT, écrit en l'année 1778 et réédité en 1790.)

La liberté de la Presse comme l'entendait Marat.

S'il est vrai que la liberté de la presse ne soit pas illusoire, de quel droit serais-je recherché pour des opinions particulières? Elles résultent de ma manière de voir; je les crois utiles au triomphe de la liberté et nécessaires au salut de la patrie. Ma conscience me presse de les publier au péril même de ma vie: vous les croyez fausses, réfutez-les; vous les croyez dangereuses, combattez-les; vous n'avez que le langage de la raison pour faire prévaloir la vérité, et les coups d'autorité, les violences, armes ordinaires des tyrans, ne sont propres qu'à faire voir combien ils redoutent l'éclat importun de la vérité.

Que dira la nation lorsqu'elle vous verra abuser de la sorte du pouvoir qui vous a été confié, et recourir à ces voies d'oppression pour couvrir vos torts, voiler vos manœuvres et vous soustraire à la vindicte publique? Lâches et insensés administrateurs, qui comblez sans remords la mesure des outrages, ignorez-vous que la patience du Peuple n'a qu'un terme et que le jour des vengeances n'est pas loin d'arriver!

(Extrait de l'Ami du Peuple, reproduit par Constant HILBEY, en avril 1847, dans sa brochure intitulée: *Marat et son éditeur devant la Cour d'assises*.)

Le Rédacteur-Gérant CONSTANT HILBEY.

Paris. — Imprimerie de BEAULÉ et MAIGNAND, rue Jacques de Brosse, 8.